



Les multiples destructions causées cet été par les dramatiques inondations et coulées de boues ont fait quelque deux cents morts dans les différents pays touchés, dont plus de quarante en Belgique. Elles ont été le théâtre de manifestations de solidarité inédites, largement répercutées à travers les médias et réseaux sociaux. Et soulèvent bien des questions environnementales.

Après un immense élan de solidarité

INONDATIONS : UN TOURNANT, ET PAS UNE GOUTTE DE TROP

Jacques BRIARD

« **S**incèrement, j'ai de la haine et du dégoût pour cette inhumanité politique qui nous dirige quand je vois ou je lis ce qui se raconte. » Ce cri de colère a été partagé par une victime des crues catastrophiques en réponse à un appel à l'aide aux inondés. Et ce sinistré ajoutait : « Si je devais parler à quiconque, ce serait un énorme coup de gueule, que je regretterais certainement d'ici trois mois parce que, moi, je ne suis pas rancunier, mais bien désolé. Car on m'a dit de me débrouiller, de tirer son plan soi-même, tandis qu'on a pu compter sur la famille et certains amis. Alors, dorénavant, j'applique ce principe. Je n'ai donc aucune envie de participer à quoi que ce soit et je garde mon temps libre pour me reconstruire, tandis qu'il y aura certainement des personnes ravies d'aider. »

« C'ÉTAIT INIMAGINABLE ! »

Habitant Bomal, le long de l'Ourthe et de l'Aisne, Julia Fournaise n'oubliera jamais tout ce qu'elle a vécu. « En quelques minutes d'une fin d'après-midi, raconte-t-elle, l'eau était partout comme cela ne s'était jamais produit. Juste le temps d'enlever

l'auto. C'était inimaginable ! Dans notre rue, plus personne n'a de rez-de-chaussée. Nous avons été sauvés par les pompiers le lendemain après-midi, parce que le courant était trop fort pour que leur camion puisse passer plus tôt. Alors que mon mari avait

« Le plus dur, c'est d'avoir perdu nos souvenirs qu'on ne peut évidemment pas remplacer. Que c'est douloureux de voir partir toute une vie ! »

perdu tous ses médicaments, lui et moi, également choquée, nous avons été à l'hôpital durant vingt heures, puis quelques jours chez notre fille. »

« À présent, poursuit-elle, nous sommes dans un appartement meublé et loué à Bomal avec nos vêtements qui se trouvaient heureusement à l'étage de notre domicile. Et on constate les dégâts. On a dû arracher des murs dans toute la rue, où habite aussi notre fils. Il y a eu des problèmes téléphoniques, mais on a pu récupérer et sécher des papiers. Comme sinistrés, on a reçu des bons pour obtenir des aides à Marche-en-Famenne. Le plus dur, c'est d'avoir perdu nos souvenirs qu'on ne peut évidemment pas remplacer. Que c'est douloureux de voir partir toute une

vie ! Mais quand on voit ce qui s'est passé ailleurs, à Bomal, on ne peut certainement pas trop se plaindre, vu qu'une seule maison y a été détruite. » Ne pas trop se plaindre : le témoignage de cet octogénaire des hauteurs de Liège s'inscrit dans la même ligne d'idées. Pour lui, il faut minimiser le fait d'avoir été privé d'électricité durant quarante heures.

UNE SOLIDARITÉ ÉNORME

Julia Fournaise relève surtout « l'énorme solidarité venue de partout. De la localité, avec l'ouverture de la salle du Syndicat d'initiative, mais aussi de Wallonie, de Bruxelles, de Flandre, de Hollande, des Hauts-de-France et de la commune de Fleury jumelée dans le Beaujolais. De multiples dons sont arrivés : boissons, électroménagers, etc. Ancien para-commando, mon mari a été contacté via facebook par d'anciens compagnons ».

Jean-René Thonard qui, depuis des décennies, lutte à Verviers contre la pauvreté, remarque que « les revenus les plus bas se concentrent dans les quartiers populaires les plus gravement dévastés le long de la Vesdre. Et plus on s'en éloigne, plus les revenus sont élevés ». Cet allié des plus démunis juge aussi dramatique que pertinente l'analyse de l'historien local Freddy Joris qui, dans *Le Soir*, relève les importantes disparités sociales dans la ville. Tout en soulignant le fait que le récent drame a resserré les contacts entre les habitants des quartiers les plus meurtris, avec la participation de tout le monde, dont des musulmans.

DONS ET SOUTIENS

Aux interventions des services communaux et provinciaux, équipes de secours, pompiers, militaires, hommes de métiers et bénévoles de Belgique et d'ailleurs, qui ont souvent annulé leurs congés, sont venus s'ajouter les dons faits à la Croix-Rouge de Belgique. Et aussi à bien d'autres relais, comme Caritas-Secours francophone, ou via les réseaux sociaux. Et les versements ont atteint des totaux historiques. De nombreuses personnes, notamment parmi les plus âgées, ont en effet regretté ne pas pouvoir venir aider dans les zones sinistrées. Tout en participant à *School Box* (grand ramassage d'équipements scolaires), l'équipe de la radio *RCF Sud-Belgique* a organisé à Namur, et même répété, une collecte de vivres non-périssables et de produits d'hygiène et de soins. Ceux-ci ont été livrés pour des sinistrés de la région de Verviers, mais aussi à l'ASBL *Une Main tendue* fortement touchée par les coulées de boues qui ont ravagé le quartier de Bomel de la capitale wallonne.

Action Vivre Ensemble a lancé un appel afin d'accorder des "coups de pouce" à des initiatives de lutte contre la pauvreté et les exclusions sociales. Leurs équipes ont en effet été impactées par les inondations et d'autres destructions au point de devoir réduire ou arrêter leurs appuis aux plus démunis. Or il y aura beaucoup à reconstruire avec ces derniers, en faveur desquels Christine Mahy, secrétaire générale du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté (RWLP), a aussi lancé un vigoureux plaidoyer basé sur une de ses analyses fouillées.

IL Y A URGENCE

L'admiration pour le courage des sinistrés et celui de tant de professionnels et bénévoles a souvent été accompagnée de demandes. Comme celle d'une réforme de la protection civile et, plus largement. Il y a aussi eu pas mal de questions, notamment sur de la répartition des compétences entre les divers niveaux de pouvoir, ou au sujet de la gestion des barrages. Mais aussi à propos des interventions de la Croix-Rouge et de la coordination des divers intervenants.

Les témoignages, analyses et interpellations répercutés récemment en Wallonie comme ailleurs sont rejoints par le sixième rapport du GIEC qui annonce une hausse de la température de la Terre d'un et demi pour cent, voire plus, à prévoir désormais « au début des années 2030 ». Dès sa parution le 9 août dernier, ce texte a été considéré par le président de la vingt-sixième Conférence de l'ONU sur le climat (COP 26), qui se tiendra à Glasgow en novembre prochain, comme « l'avertissement le plus sévère jamais lancé ». Si elle a pu soulever anxiété, tristesse, désorientation, sentiment d'impuissance, voire déni, cette

véritable alerte rouge a largement nourri le sentiment qu'il faut prendre d'urgence et à tous les niveaux les mesures qui permettront de faire face à l'accélération du dérèglement climatique. Même si elles seront coûteuses et principalement du ressort des États et des entreprises, ces mesures imposent aussi des changements de mentalité et de pratiques des citoyens concernant la consommation d'énergie, les gaspillages, habitats, déplacements, etc.

Les diverses crises qui provoquent la destruction du climat maintiennent bien des gens dans la pauvreté.

De son côté, tout en relevant la coïncidence entre les inondations de l'été 2021 et la présentation des grands chantiers prévus par l'Union européenne pour protéger la planète, la communauté de personnes *We Move Europe*, qui compte un million de membres, a affirmé que « ces inondations doivent marquer un tournant ». Elle a également insisté sur l'obligation pour les responsables européens de faire le lien entre les diverses crises qui provoquent la destruction du climat et maintiennent bien des gens dans la pauvreté. Ce qui rejoint le « tout est lié » avancé en 2015 par le pape François. D'où l'importance de la grande marche du climat du 10 octobre prochain. D'autant plus qu'aux dramatiques inondations se sont ajoutés les fortes canicules en Grèce, en Turquie et en Italie, ou les terribles incendies de forêt au Canada, en Algérie ou en Californie sur une superficie comparable à celle du Brabant wallon. ■

EN WALLONIE, AGIR SUR TOUT LE CYCLE DE L'EAU

Était-on assez préparé à devoir vivre de telles inondations ? Pour Jean-Pascal van Ypersele, professeur à l'UCLouvain et ex-vice-président du Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), la réponse est claire : dès 1990, le premier rapport de cet organisme prédisait des pluies de plus en plus fréquentes. Mais, selon le professeur Yves Hanin, directeur du Centre de recherche et d'étude sur l'action territoriale (CREAT-UCLouvain), il faut ajouter que, en Wallonie, on a vécu une certaine perte de la culture du risque des inondations et de la manière de construire, par exemple dans les vallées.

« Au siècle dernier, explique-t-il, le risque a été maîtrisé grâce à la construction des digues et des barrages. Après les années 1970, la priorité a été donnée à la reconversion économique de la région. Toutefois, à la suite des inondations de la fin des années 1990 et du début 2000, ainsi que de la directive européenne Eau et des engagements de Kyoto, la Région wallonne a adopté en 2003 le plan P.L.U.I.E.S (Prévention et lutte contre les inondations et leurs effets sur les sinistrés). Ce plan cartographiait les zones d'aléas et permettait de définir la contrainte face aux risques, notamment en zones urbanisables au plan de secteur. Même si différents organismes doivent rendre des avis, l'ensemble des obligations reste désormais à la discrétion des autorités locales. On a ainsi pu constater une limitation des nouvelles constructions et diverses opérations ont été menées, en

particulier pour les campings habités en zones inondables. Cependant, alors que, par exemple, la Flandre a lancé des chantiers très ambitieux pour répondre aux annonces des changements climatiques, en raison de son exposition à la montée des eaux, en Wallonie, des mesures ont surtout été prises visant à réduire la production de CO₂. »

MESURES DE RESTAURATION

Aujourd'hui, environ six pour cent des logements wallons, majoritairement construits avant 1940, sont situés en fond de vallées et dans des zones où le risque d'inondations est plus ou moins important. Mais, selon le professeur Hanin, les démolir ou les déplacer semble impossible, vu qu'ils sont généralement dans des centres de villes ou leurs extensions. « Ce qui importe, insiste-t-il, c'est de continuer à travailler aux différentes échelles du territoire de manière transversale et en agissant sur l'ensemble du cycle de l'eau. Ainsi, il faut poursuivre et étendre les mesures de restauration de milieux humides dans les forêts et les campagnes, en réduisant l'écoulement sur ces importantes superficies. Il faut revoir les plans de secteur pour supprimer les nouvelles constructions en zones inondables et adapter le parc existant, afin de faire face à la multiplication des phénomènes extrêmes tant hydriques que de température. Il convient d'apprendre à vivre avec le risque d'un climat de moins en moins tempéré en prenant des dispositifs de résilience et des sécurités opérationnelles. Tout ceci doit s'inscrire dans une transition rapide avec des politiques transversales et continues. »

La griffe de Cécile Bertrand



INDICES

VIRÉ.

Suite à des pressions médiatiques dénonçant le «comportement sexuel inapproprié» de Mgr Jeffrey D. Burill, qui utilisait une application de rencontre LGBT, la Conférence des évêques catholiques des États-Unis, dont il était le secrétaire général, a annoncé sa démission.

UNIES.

En juillet dernier, deux femmes nouvellement pasteures se sont mariées lors d'un service au Temple de Maguelone à Montpellier. Il s'agit de la première célébration de l'union d'un couple de pasteures proposant au sein de l'Église protestante unie de France.



INCULPÉ.

Le pasteur australien Brian Houston, cofondateur de l'Église évangélique d'Hillsong, a été inculpé pour avoir dissimulé les agressions sexuelles commises par son père il y a cinquante ans.

CRIMINEL.

Jacob Zuma, ancien président de l'Afrique du Sud, a été emprisonné pour outrage à la justice. Ce qui a entraîné les émeutes postapartheid les plus meurtrières causées par ses concitoyens zoulous.